

15 mai 1958/Le Monde

CUBA ENTRE LA COLÈRE ET LA PEUR

III. LES REBELLES

De Claude Julien

Santiago de Cuba, ... mai. –

A La Havane j'avais vu la peur. A Santiago, capitale de la rébellion, j'ai rencontré la terreur. Tous les journalistes étrangers avaient été chassés de la province d'Oriente depuis une semaine lorsque je réussis à y pénétrer.

Le premier journal local qui me tombe sous la main, Libertad, publie une page de photographies de rebelles tués par les forces de l'ordre. Tous sont défigurés. Sur leurs torsos mis à nu apparaissent les traces de la torture, ont leur pantalon baissé, une flaque de sang sur le bas-ventre. La castration est devenue ici un système de gouvernement.

En publiant de tels documents, Libertad, journal du sénateur Rolando Masferrer, veut effrayer la population. Ancien communiste, ancien combattant des brigades internationales, il a viré de bord. Il entretient aujourd'hui en Oriente une garde prétorienne de trois cents hommes, qui abattent toute personne réputée suspecte. La garde de Masferrer et la police militaire ont ainsi fait fuir vers la Sierra Maestra la plupart des garçons de la ville.

Que vont-ils chercher dans la montagne? Ils vont rejoindre un jeune homme barbu, ancien élève des jésuites, qui depuis plus de dix-huit mois tient le maquis. « Ils sont sept cents ou huit cents, et fort mal équipés », m'a dit le général Chaviano, chef des opérations dans la province Ils sont en fait plus de cinq mille, multipliant les coups de main pour s'emparer d'armes et de munitions. Contre eux le général Chaviano a dressé sept mille hommes avec tanks, chenillettes, avions, artillerie, et il demande encore des renforts. Mais les renforts sont de jeunes recrues qui n'ont guère envie de se battre.

«Allez-vous dans la montagne pour traquer les rebelles? ai-je demandé au capitaine Pedro Garcia Portela, directeur du SIM, à Santiago, lorsqu'il vint m'arrêter pour présence illégale dans la province.

- Non, dit-il, nous n'y allons pas.**
- Pourquoi?**

- Par raison humanitaire : les fidélistes-communistes, lorsque nous les attaquons, se cachent derrière un rang de femmes et d'enfants. Nous n'allons quand même pas tuer des femmes et des enfants !... »

Cela n'a pas empêché l'armée d'utiliser contre les rebelles le napalm, qui ne fait aucune distinction de sexe ou d'âge. Et c'est sans doute aussi au nom des mêmes principes humanitaires que dans la province de Las Villas l'aviation a bombardé la ville de Sagua-la- Grande, tuant deux cent cinquante civils.

Sous bonne escorte, le capitaine Portela me fait monter dans une voiture, qui m'emporte vers la caserne Moncada, que Fidel Castro a vainement tenté de prendre d'assaut le 26 juillet 1953, date qui a donné son nom au mouvement qu'il dirige. Ayant prévu une éventuelle arrestation, j'ai pu montrer une lettre officielle, obtenue grâce au manque de coordination qui règne entre les différents services gouvernementaux, attestant que je désire rencontrer le général Chaviano. C'est donc à lui que me conduit le capitaine, au lieu de me diriger vers une prison.

Attente de plus d'une heure dans l'antichambre du général. Enfin passe un jeune officier portant délicatement sur un cintre une chemise d'uniforme fraîchement repassée, deux étoiles blanches brodées sur les épaulettes. Le général tient à produire la meilleure impression sur ses visiteurs. Cinq minutes plus tard, je suis introduit dans son bureau. Le général a revêtu sa chemise propre...

« Puisque vous ne les attaquez pas, comment viendrez-vous à bout des rebelles?

-Nous n'avons qu'à attendre : pressés par la famine, ils se rendent à mes troupes, à raison de vingt, trente ou quarante par jour.

-Puisqu'ils ne sont pas plus de huit cents, l'affaire devrait donc être liquidée dans deux mois environ ?

-Bien moins que cela », m'affirme le général Chaviano.

Le dernier quart d'heure de la rébellion cubaine dure depuis dix-huit mois.

Ils sont aujourd'hui plus de cinq mille dans la Sierra, sans parler des réseaux urbains clandestins et de la « résistance civile ». Leur nombre s'accroît chaque jour : plutôt que de mourir sous la torture policière, les jeunes gens préfèrent tomber les armes à la main, en combattant dans les escarmouches destinées à prendre de nouvelles armes aux forces de Batista.

« Bien, me dit le général Chaviano, vous vouliez me voir, vous m'avez vu : quand repartez-vous?... »

Et il téléphone aussitôt pour me réserver une place sur le prochain avion quittant Santiago. Mais pour conclure l'entretien sur une note plus cordiale :

« J'aime beaucoup les Françaises, mais les Cubaines ne sont pas mal non plus. C'est dommage que vous repartiez si vite : je vous aurais présenté des petites femmes très intéressantes. »

« Des petites femmes très intéressantes... » Lorsque j'ai cité cette phrase à des personnalités de Santiago, je les ai vus sourire : le général Chaviano est accusé d'avoir tué de sa main une femme qui avait découvert qu'il avait de tout autres goûts.

Des femmes, j'en ai rencontré. Elles vendent des « bons de la libération », collectent le « salaire de la liberté », ramassent des vivres et les font parvenir aux rebelles, transportent armes et munitions vers les maquis, et au besoin font le coup de feu. L'une des principales figures de l'insurrection à Santiago est une jeune fille (Vilma Espín) que la police recherche en vain depuis des mois, mais avec laquelle j'ai eu une conversation de plusieurs heures dans une maison où d'autres jeunes filles me conduisirent par des voies détournées.

Dans cette ville de deux cent mille habitants, blottie entre sa rade et la sierra, naguère célèbre pour l'exubérance de son carnaval, le visiteur croit d'abord découvrir l'image même de la mort. Mais la ville vit, d'une intense vie souterraine. En quelques jours j'ai rencontré presque tous ceux qui ont une influence dans une ville de cette importance, riches et pauvres, jeunes et vieux, hommes et femmes, intellectuels et manuels. Ils sont tous contre Batista.

Mais alors qu'à La Havane l'opposition se divise en communistes, partisans de Fidel Castro, de Carlo Prio, de Grau San Martin, et que certains traitent Fidel de communiste, d'autres de fasciste, ici, à Santiago, tous entourent le maquisard barbu d'un respect, d'une confiance, d'une admiration sans failles. La province d'Oriente est unanime non seulement contre la corruption et la terreur qui marquent le régime Batista, mais aussi contre la corruption non sanglante de San Martin et de Prio. La province est unanime pour Fidel Castro, le seul leader qui ait pris position, selon sa formule, « contre le 10 mars », c'est-à-dire contre le second coup d'Etat de Batista (1952), et aussi « contre le 9 mars », c'est-à-dire contre l'ahurissante vénalité des gouvernants antérieurs.

Ces hommes d'affaires, ces bananiers, ces avocats, ces gros commerçants, qui voient fondre leurs bénéfices et qui financent Fidel Castro, militent dans la « résistance civique », cachent les

jeunes traqués par la police, ces gens sont-ils communistes, ou agents inconscients du communisme international, comme l'affirment Batista, ses services de propagande et des gens bien intentionnés mais par trop naïfs ou intéressés?

Tous, bien entendu, m'ont affirmé le contraire. Mais pouvais-je prendre leurs protestations comme parole d'Évangile?/ mp